

L'hydrogène d'Afrique du Nord :

La réalité des plans d'importation d'hydrogène vert de l'UE

Pascoe Sabido
Septembre 2022

Auteur: Pascoe Sabido

Editeur : Hamza Hamouchene

Design: Bas Coenegracht

Traduction vers le Français: Nellie Epinat

Crédits Photo de Couverture et Infographie : Lucía Armiño et Mohamed Ed-Daoudy

Publié par le Corporate Europe Observatory (CEO) – corporateeurope.org
et le Transnational Institute (TNI) – www.tni.org

Septembre 2022

Le contenu du rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source de l'information soit correctement citée. CEO et TNI apprécieront de recevoir une copie ou un lien du texte dans lequel ce document est utilisé ou cité. Veuillez noter que pour certaines images, le droit d'auteur peut être ailleurs et que les conditions de droit d'auteur de ces images doivent s'en tenir aux conditions de droit d'auteur de la source d'origine. <http://www.tni.org/copyright>

Endossé par :



منصة العدالة الاجتماعية
SOCIAL JUSTICE PLATFORM



Soutenu par Rosa Luxemburg Stiftung (RLS) avec des fonds du Ministère fédéral de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne.

Clause de non-responsabilité : Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement une position de RLS.



Sommaire

Introduction

Importer de l'hydrogène d'Afrique du Nord –
un plan réaliste ? 1

Une porte dérobée pour les combustibles fossiles 2

Des fonds publics européens pour payer la facture ? 3

Un accaparement néocolonial des ressources ? 4

Un marché mondial pour l'hydrogène vert ? 5

Conclusion 6

Notes et Références bibliographiques 7

Introduction

Le remplacement du gaz fossile par de l'hydrogène issu de sources d'énergie renouvelables est l'une des composantes essentielles de REPowerEU, le plan de la Commission européenne visant à mettre fin à la dépendance vis-à-vis du gaz russe après l'invasion de l'Ukraine¹.

En plus de déplacer les fournisseurs de gaz de la Russie de Poutine vers d'autres régimes autoritaires comme l'Algérie, l'Azerbaïdjan et l'Égypte, ou l'État d'apartheid colonial d'Israël, et de construire davantage de ports et de pipelines pour importer et transporter le gaz, REPowerEU montre que l'hydrogène - la dernière solution miracle mise en avant par l'industrie du gaz - doit être produit et importé dans des quantités totalement irréalistes.

En mai 2022, le vice-président exécutif de la Commission européenne pour les affaires climatiques, Frans Timmermans, a déclaré au Parlement européen : « Je crois fermement en l'hydrogène vert comme moteur de notre système énergétique du futur (...) [L'Europe] ne pourra jamais produire suffisamment d'hydrogène par elle-même »².

La Commission européenne a quadruplé ses objectifs en matière d'hydrogène, les faisant passer de cinq millions de tonnes en 2030 à vingt millions de tonnes, dont la moitié sera importée. Une place particulière est réservée au sud de la Méditerranée, qui, selon des projets fuités que le Corporate Europe Observatory (CEO) a pu consulter, devrait couvrir jusqu'à 80 % des importations³.

Or, une nouvelle étude commandée par le Corporate Europe Observatory (CEO) et le Transnational Institute (TNI) sur les projets d'hydrogène renouvelable en Afrique du Nord démontre à quel point ces objectifs sont irréalistes du point de vue des coûts et de l'énergie, et comment ils conduisent déjà à une exploitation accrue des combustibles fossiles⁴.

Si ces plans sont mis en œuvre, ils constitueront une nouvelle tentative d'accaparement néocolonial des ressources, à un moment où les ressources renouvelables devraient servir à répondre aux besoins énergétiques et aux objectifs climatiques locaux plutôt qu'à aider l'Union européenne (UE) à mettre en œuvre sa stratégie climatique.

Les projets de l'UE en matière d'hydrogène renouvelable dans le cadre de sa stratégie REPowerEU ne concernent pas uniquement la réduction des émissions ; elles s'inscrivent dans une démarche plus large visant à rétablir l'UE et ses entreprises en tant qu'acteurs mondiaux dans une économie verte de haute technologie. Toutefois, étant donné les réalités techniques et financières de la production et du transport de l'hydrogène, il est peu probable que cela se concrétise, et ce n'est certainement pas ce à quoi l'argent public devrait être consacré.

L'UE doit immédiatement réviser sa stratégie REPowerEU, abandonner ses objectifs chimériques d'importation et de production d'hydrogène et augmenter considérablement les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables afin de réduire la dépendance au gaz.

Importer de l'hydrogène d'Afrique du Nord – un plan réaliste ?

La nouvelle étude, rédigée par l'expert en énergie Michael Barnard et commandée par CEO et TNI, concerne le Maroc, l'Algérie et l'Égypte⁵. Chaque pays prévoit de fabriquer et d'exporter de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable (appelé hydrogène « vert »), ainsi que des produits à base d'hydrogène. Toutefois, l'Algérie et l'Égypte, pays producteurs de pétrole, étudient également la possibilité de produire

de l'hydrogène à partir de gaz fossiles, en utilisant le système controversé de captage et de stockage du carbone (CSC) pour réduire les émissions (hydrogène « bleu »). Alors que les plans nationaux sont en bonne voie, l'étude révèle que les coûts de production, sans parler du transport, rendent les plans de l'UE hautement irréalistes alors que l'électricité renouvelable pourrait être utilisée localement.

Les couleurs de l'hydrogène :

- hydrogène produit par électrolyse de l'eau en utilisant de l'électricité provenant de sources renouvelables comme le vent ou le soleil.
- hydrogène produit à partir de combustibles fossiles où le CO₂ est capturé et soit stocké ou réutilisé.
- hydrogène extrait du gaz naturel par reformage vapeur-méthane. Il s'agit de la forme la plus courante de production d'hydrogène dans le monde aujourd'hui.
- hydrogène produit par électrolyse à l'aide d'électricité de réseau provenant de diverses sources (c'est-à-dire les énergies renouvelables et les combustibles fossiles).
- hydrogène produit par scission thermique du méthane (pyrolyse du méthane). Au lieu du CO₂, du carbone solide est produit.
- hydrogène produit par électrolyse à partir d'énergie nucléaire.
- hydrogène extrait du charbon par gazéification.

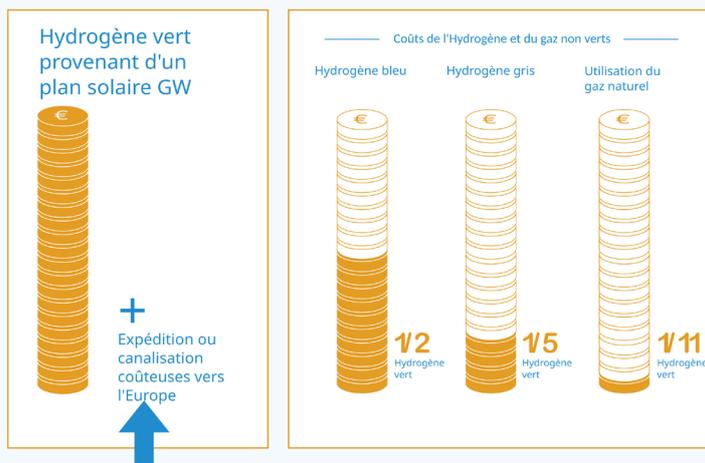
Tableau des couleurs de l'hydrogène, avec l'aimable autorisation de l'Applied Economics Clinic⁶.

Pour que l'hydrogène soit « vert », il est nécessaire de construire de nouvelles sources d'énergie renouvelables. Or, l'éolien et le solaire sont par définition intermittents et une ferme solaire photovoltaïque ne fournit en moyenne que 20 à 25 % de sa capacité installée. Cela signifie qu'un électrolyseur fonctionnant directement à partir d'un parc solaire ne produirait de l'hydrogène vert que 20 à 25 % du

temps, ce qui augmente considérablement son coût. La compagnie pétrolière et gazière italienne Eni, qui prévoit de construire une usine d'hydrogène vert alimentée par l'énergie solaire d'un gigawatt (GW) en Algérie, sera confrontée à ce problème. Selon les estimations de Barnard, le coût par unité d'énergie est onze fois plus élevé que celui du gaz fossile, la priorité actuelle de l'Algérie en matière d'exportation.

Le coût de l'hydrogène vert en Afrique du Nord

Faire pression pour que l'UE puisse importer de l'hydrogène afin d'atteindre ses objectifs en matière de climat ne va pas remplacer les gaz nocifs pour le climat, mais les encourager.



Laissez le gaz dans le sol et laissez l'Afrique du Nord utiliser son électricité verte pour atteindre ses propres objectifs en matière d'énergies renouvelables.

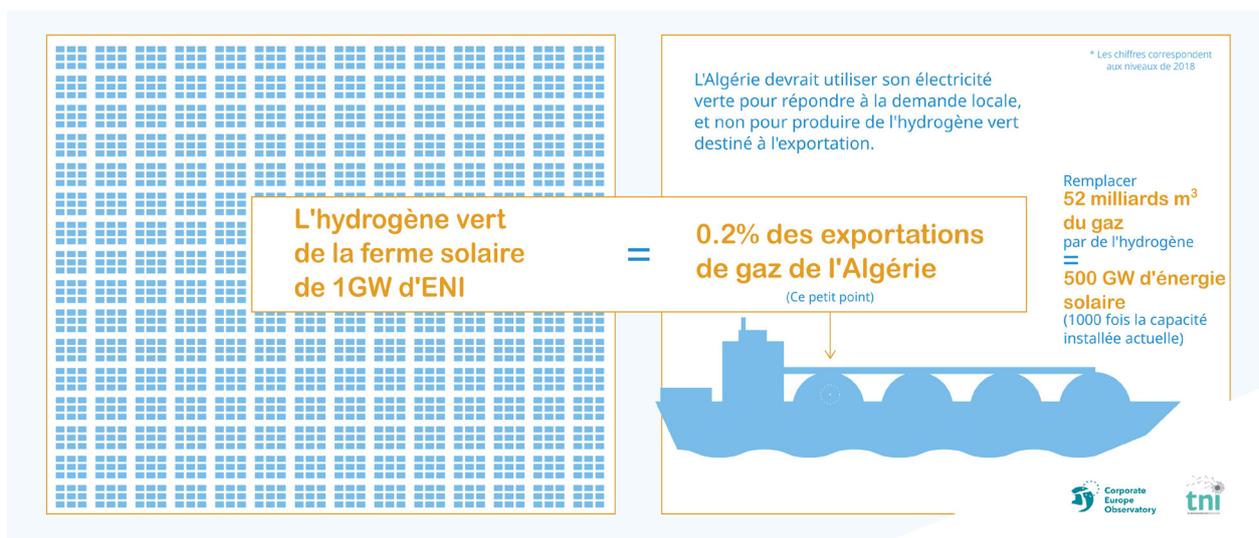
* Les prix du gaz sont basés sur les prix pratiqués avant l'invasion de l'Ukraine et la flambée des prix en hiver.



Si elle oriente ses exportations vers l'hydrogène, comme l'ont suggéré son propre gouvernement et l'UE, l'Algérie devra installer 500 GW de panneaux solaires. C'est plus de mille fois ce qui existe

actuellement, et cela aurait des implications majeures pour l'utilisation des terres et de l'eau, ainsi que pour les ressources en matières premières.

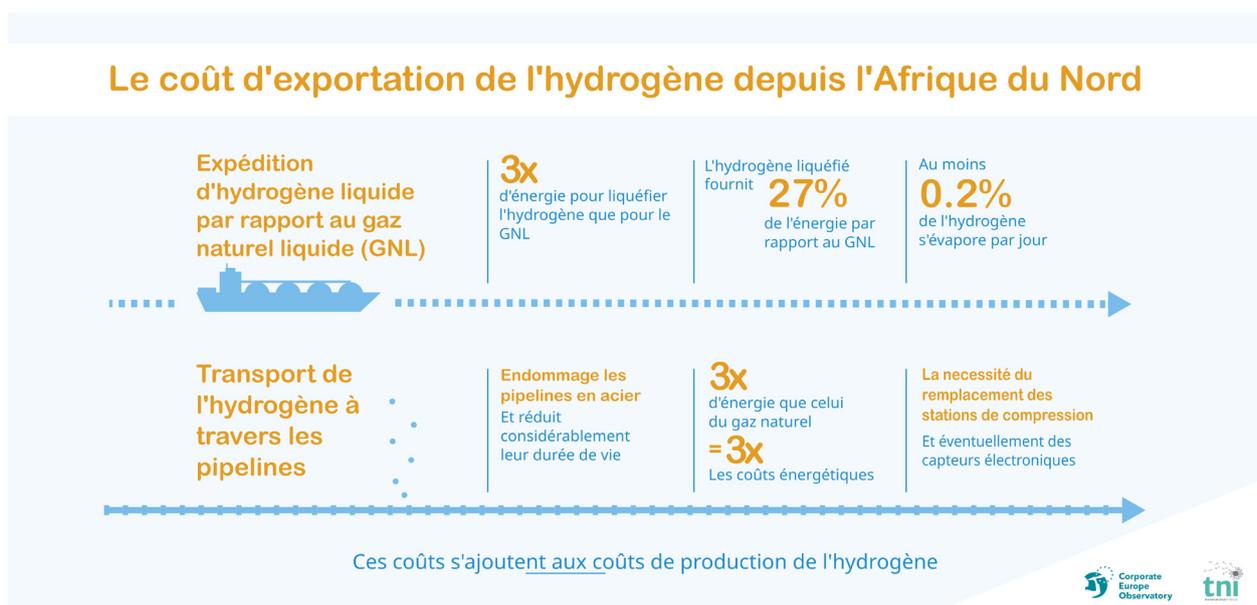
Remplacer le gaz naturel par de l'hydrogène vert en Algérie



La connexion de l'électrolyseur au réseau électrique permettrait de résoudre le problème de l'intermittence des énergies renouvelables, mais s'il n'est pas généré à partir d'une capacité renouvelable supplémentaire, il ne rencontrera pas les critères de l'UE en matière d'hydrogène vert, puisque les trois pays alimentent leurs réseaux principalement avec des combustibles fossiles.

Les coûts de production élevés s'accompagnent de coûts de transport tout autant prohibitifs. Les trois pays envisagent d'exporter de l'hydrogène vert par voie maritime, via des navires-citernes, mais il faudra trois fois plus d'énergie pour le liquéfier que le gaz naturel, alors que le même volume de navire-citerne ne peut transporter que 27 % de l'énergie.

L'exportation d'hydrogène par canalisation est également problématique, car le gaz endommage non seulement les canalisations (gazoducs) elles-mêmes, mais aussi les équipements électroniques qu'elles contiennent, d'où le coût supplémentaire de leur remplacement. En outre, comme l'hydrogène nécessite trois fois plus d'énergie pour être déplacé que le gaz fossile (en raison de sa densité plus faible), les coûts énergétiques s'en trouvent triplés. Par ailleurs, essayer de le mélanger avec du gaz fossile, comme le propose l'industrie, « ne présente que des avantages limités en termes de CO2 et entraîne une forte augmentation du coût de l'énergie », selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)⁷.



En Égypte, le magnat danois du transport maritime Maersk étudie des carburants verts à base d'hydrogène pour remplacer les combustibles de soute polluants, mais les résultats sont décevants, selon M. Barnard. Le méthanol vert et l'ammoniac vert sont tous les deux toxiques pour l'être humain et actuellement quatre à cinq fois plus chers que les carburants actuels.

Il est inquiétant de constater que, si l'Union européenne, dans le cadre de son programme sur l'hydrogène en Afrique du Nord, vise avant tout à répondre à ses propres besoins, elle a également mis en avant l'idée d'une « économie de l'hydrogène », encourageant d'autres pays comme le Maroc et l'Algérie qui ont déjà proposé l'utilisation de l'hydrogène pour alimenter les voitures ou l'industrie plutôt que d'utiliser l'énergie renouvelable pour l'électrification directe.

Les carburants marins à base d'hydrogène pourraient-ils remplacer le combustible de soute polluant?

Méthanol vert

Toxique pour l'être humain! ☠️

Densité énergétique de 50% de celle du carburant marin actuel, il en faut donc deux fois plus.



Coûte cinq fois plus cher que le carburant marin pour parcourir la même distance.

€ € € € €



Ammoniac vert

Hautement toxique! Et les déversements sur un navire peuvent mettre des vies en danger! ☠️

Coûte plus du double de l'Ammoniac gris.

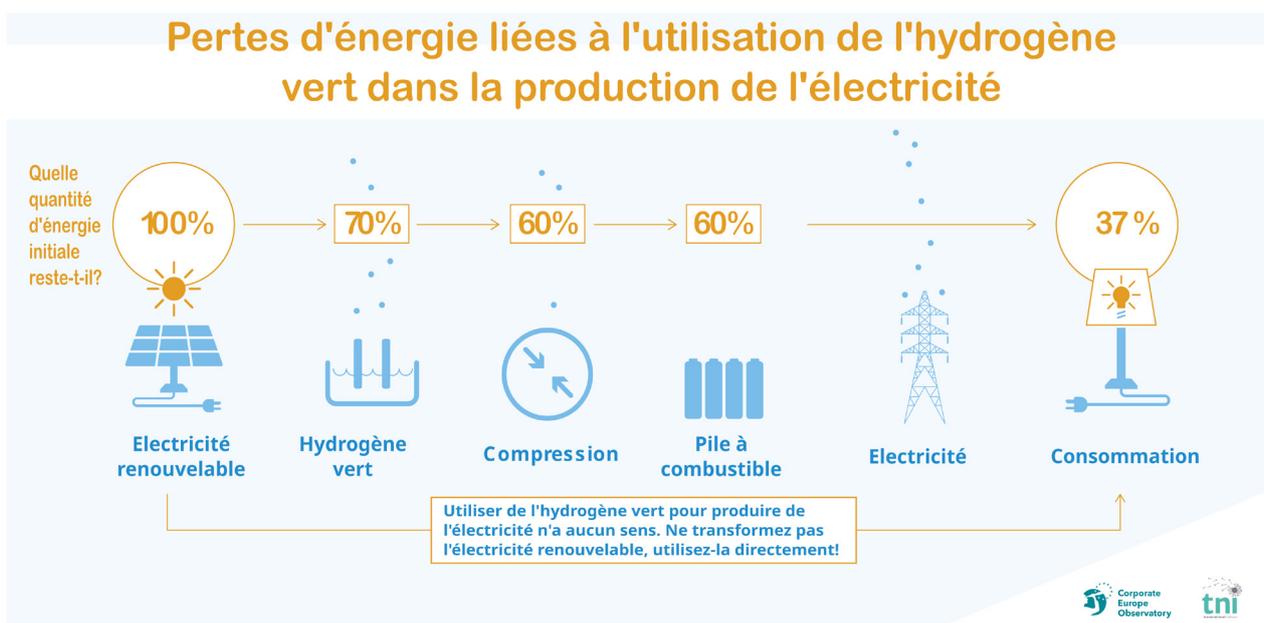
Coûte presque quatre fois plus cher que le combustible marin.

€ € € €

Corporate Europe Observatory tni

L'Égypte devrait bientôt publier sa propre stratégie, avec l'aide de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui plaide également en faveur de l'« économie de l'hydrogène » plutôt que de l'électrification⁸. Utilisé pour produire de l'électricité, l'hydrogène ne fournirait que 37 % de l'énergie verte initialement utilisée pour le fabriquer.

Bien que l'industrie du gaz l'ait largement annoncé, le passage du gaz fossile à l'hydrogène n'est une solution climatique ni pour l'UE ni pour l'Afrique du Nord⁹. Le coût de l'hydrogène d'origine nord-africaine sera onze fois plus élevé que celui du gaz naturel et sa distribution par bateau ou par gazoduc sera également coûteuse. L'Europe est-elle prête à payer pour l'hydrogène vert de l'Afrique du Nord ? Ou s'agira-t-il d'une porte dérobée pour les combustibles fossiles ?



Une porte dérobée pour les combustibles fossiles

Alors que l'UE aime parler d'hydrogène vert, moins d'un pour cent de l'hydrogène produit en Europe aujourd'hui est vert, 97 % étant produit à partir de gaz fossiles (hydrogène « gris »)¹⁰. L'industrie gazière prétend pouvoir réduire les émissions en recourant au captage et au stockage du carbone, qui sont coûteux et peu fiables, pour produire de l'hydrogène « bleu », ce que l'UE considère comme un « carburant de transition » vers l'hydrogène vert.

Dans les pays producteurs de pétrole et de gaz comme l'Algérie et l'Égypte, des projets d'hydrogène bleu sont étudiés en même temps que l'hydrogène vert. Le prix de l'hydrogène bleu est toujours deux fois plus élevé que celui de l'hydrogène gris, et il présente le problème majeur d'émissions élevées de CO₂e, malgré l'utilisation de la technologie de captage du carbone. Les émissions d'hydrogène bleu seraient jusqu'à 20 % plus élevées que l'utilisation du gaz fossile pour le chauffage, et potentiellement plus si le CO₂ capté est utilisé pour la récupération assistée du pétrole, comme c'est le cas dans le monde entier¹¹. Ces émissions élevées sont dues à des fuites lors du forage et du transport du gaz naturel, le méthane (son principal composant) étant un gaz à effet de serre au-delà de cent fois plus nocif pour le climat que le CO₂ sur une période de dix ans¹².

La promotion de l'hydrogène vert et de l'économie de l'hydrogène a toujours été soutenue par les

grands groupes pétroliers et gaziers européens, qui y voient un moyen détourné de produire de l'hydrogène à partir de gaz fossiles¹³ : il suffit de créer un engouement pour l'hydrogène, de susciter une demande d'hydrogène dans l'ensemble de l'économie pour que, en cas de pénurie d'électricité verte ou de capacité d'électrolyse, l'hydrogène bleu prenne le relais. Ces groupes sont déjà impliqués dans certains de ces projets et les considèrent comme des composantes permanentes¹⁴.

Aujourd'hui, l'UE apporte un soutien financier et réglementaire aux projets d'hydrogène bleu sur son territoire et le plan REPowerEU suggère que les mêmes mécanismes de soutien peuvent être utilisés par les pays voisins (c'est-à-dire l'Afrique du Nord), tandis que d'autres pays peuvent obtenir un soutien pour des « projets d'intérêt mutuel », notamment pour « le transport de l'hydrogène et les réseaux et le stockage du CO₂ », qui sous-tendent l'hydrogène bleu¹⁵.

L'hydrogène bleu ne doit pas être encouragé. C'est une catastrophe climatique coûteuse qui pousse à poursuivre l'extractivisme des combustibles fossiles, avec des conséquences environnementales et sociales désastreuses¹⁶. Ce n'est pas une solution énergétique propre, mais un cheval de Troie de l'industrie gazière qui risque de devenir un « carburant de destination » plutôt qu'un « carburant de transition ».

Les Plans d'Hydrogène pour le Maroc, l'Algérie et l'Égypte

Maroc

- Le Maroc vise à remplacer les importations d'ammoniac gris par une production verte locale pour son industrie nationale des engrais, ce qui pourrait être une mesure à court terme avant une transition nécessaire vers l'agroécologie.
- Au-delà de l'élimination à court terme des fortes émissions de l'ammoniac, les autres utilisations annoncées de l'hydrogène vert ne résistent pas à l'examen : mélange dans le réseau de gaz, carburant pour véhicules, électricité, raffinage du pétrole, et exportation.

Algérie

- L'Algérie prévoit de remplacer progressivement ses exportations européennes de gaz naturel par de l'hydrogène vert et bleu via ses pipelines et ses terminaux GNL, ce qui suscite l'intérêt de partenaires européens, mais les coûts de transit et d'expédition prévus sont trop élevés.
- Le grand groupe pétrolier et gazier italien Eni s'intéresse non seulement à l'hydrogène vert mais aussi à l'hydrogène bleu, dont les coûts prévus sont très élevés et les émissions de méthane bien importantes.

Égypte

- L'hydrogène vert est considéré comme une voie de développement économique essentielle. L'Égypte a déjà pris des mesures de soutien fiscal, et une stratégie soutenue par la BERD est attendue pour l'année 2022.
- Equinor, Toyota, Siemens, Maersk, Eni et d'autres entreprises européennes participent à des projets d'exportation d'hydrogène vert et bleu autour de la zone économique du canal de Suez.

Des fonds publics européens pour payer la facture ?

Les coûts élevés de production et de transport font de l'hydrogène et de ses produits dérivés une importation coûteuse. Toutefois, selon REPowerEU, la Commission est en train de créer un Fonds européen pour l'hydrogène. On dispose encore de peu de détails mais, selon la fuite d'un projet antérieur, le fonds est censé couvrir « l'écart initial entre les coûts de production et les prix de vente » et devrait être opérationnel d'ici à la fin de 2022¹⁷. L'Allemagne avait déjà proposé un dispositif similaire au niveau national. Les fonds destinés à ce dispositif sont

censés provenir du Fonds d'innovation du système d'échange de quotas d'émission (SCEQE), c'est-à-dire de la mise aux enchères des crédits carbone de l'UE¹⁸. Mais quelle sera la taille de la cagnotte et est-ce la meilleure façon d'utiliser les fonds publics alors que le continent européen est en pleine crise du coût de la vie et que les factures énergétiques explosent ? Il serait bien plus efficace de consacrer cet argent à un programme massif d'isolation des logements, tout en luttant contre la pauvreté énergétique des ménages au sein de l'UE.

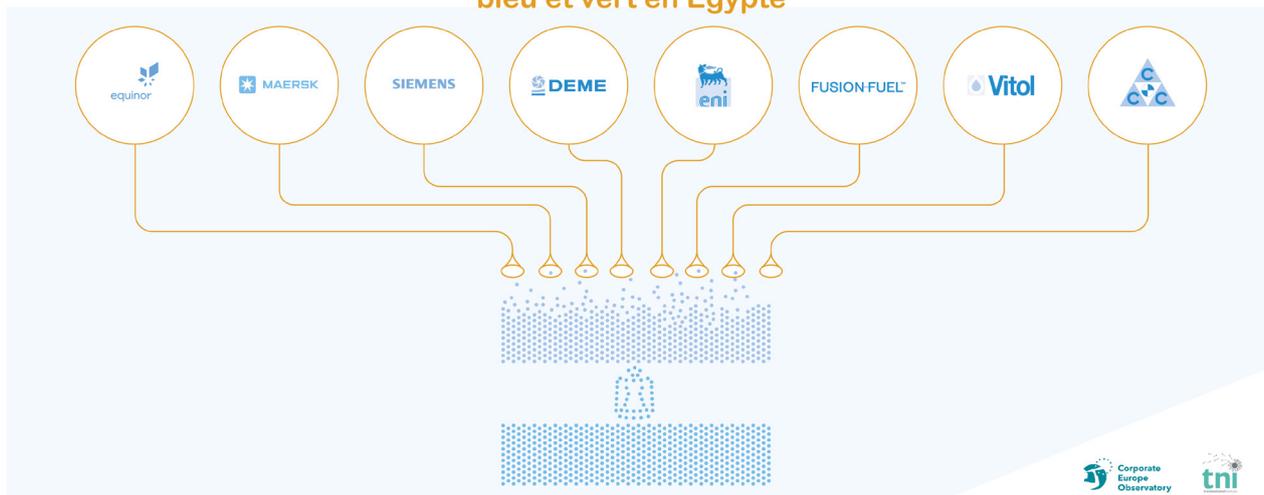
Un accaparement néocolonial des ressources ?

Même si l'UE couvre entièrement les coûts pour ses propres consommateurs (ce qui est peu probable vu le montant que cela représenterait), est-ce ainsi que les pays d'Afrique du Nord devraient utiliser leurs ressources renouvelables limitées ? Le Maroc, l'Algérie et l'Égypte ont tous leurs propres objectifs en matière d'électricité renouvelable dans le cadre de l'Accord de Paris, et leurs réseaux sont alimentés par des combustibles fossiles. Produire de l'hydrogène et des carburants à base d'hydrogène à un coût élevé et avec une faible efficacité énergétique pour les exporter en Europe, afin que l'Europe puisse poursuivre ses objectifs climatiques pendant qu'ils ne poursuivent pas les leurs, n'a donc aucun sens et va à l'encontre des intérêts de ces pays nord africains.

C'est pourtant l'objectif de nombreuses entreprises européennes, de la société néerlandaise Vitol au Maroc à la société allemande Siemens en Égypte,

en passant par la société italienne Eni en Algérie : exporter le carburant vert. Dans le cas de la société belge DEME, l'objectif est explicitement de contribuer à la réalisation des objectifs climatiques belges et européens¹⁹. Le gouvernement allemand est également impliqué dans chacun des trois pays (Algérie, Égypte, Maroc) pour cette raison. Cela explique en partie pourquoi l'UE et l'Allemagne sont très intéressées de subventionner la production : Les entreprises européennes seront et prendront avantage des deux côtés de la transaction. Cette poussée en faveur de l'hydrogène vert est le dernier exemple en date de l'accaparement néocolonial des ressources en Afrique du Nord, main dans la main avec les élites locales, et formulé dans le même langage vert que le gigantesque projet d'exportation solaire Desertec, qui a échoué²⁰.

Entreprises européennes impliquées dans des projets d'exportation d'hydrogènes bleu et vert en Egypte



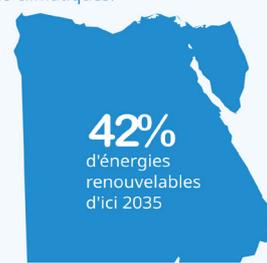
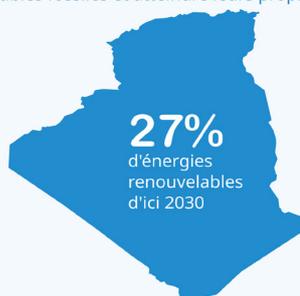
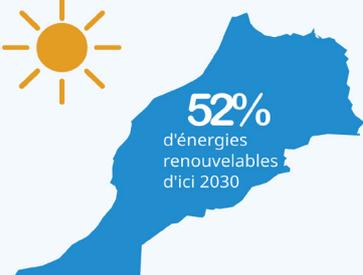
Un marché mondial pour l'hydrogène vert ?

Adopter l'économie de l'hydrogène sur son territoire tout en exportant l'idée au niveau mondial fait partie d'un plan géopolitique plus vaste qui va bien au-delà de l'Afrique du Nord. Selon la stratégie énergétique extérieure, dans le cadre de RePowerEU, l'UE veut « promouvoir un développement plus juste et durable dans le monde », mais ses véritables motivations sont de créer un marché mondial de l'hydrogène vert pour stimuler sa propre consommation²¹.

Elle a l'intention d'importer ce carburant depuis des pays aussi éloignés que le Chili et l'Afrique du Sud et utilise également l'hydrogène vert pour justifier de nouveaux accords de libre-échange avec ces deux pays. Les accords de libre-échange ont fait leurs preuves en matière de destruction environnementale, sociale et économique²². On peut donc légitimement se demander ce que la poussée de l'UE pour l'hydrogène signifie pour le développement, les entreprises ou les besoins énergétiques locaux - qui

Alternatives à l'exportation pour le Maroc, l'Algérie et l'Égypte

Au lieu d'utiliser leurs énergies renouvelables pour fabriquer de l'hydrogène vert coûteux destiné à être exporté vers l'Europe afin que l'UE puisse atteindre ses objectifs climatiques, ils pourraient utiliser de l'électricité verte pour remplacer la production des combustibles fossiles et atteindre leurs propres objectifs climatiques:



Cette énergie verte pourrait contribuer à répondre aux besoins énergétiques locaux et devrait être soutenue par le financement climatique de l'UE.



pourraient être satisfaits par des énergies renouvelables au lieu de les détourner vers l'hydrogène vert pour l'Europe. Que signifie-t-elle pour les communautés qui seraient déplacées et détruites par l'extractivisme, dont les eaux seraient polluées ou qui verraient leurs terres accaparées par des mégaprojets destinés à produire suffisamment d'hydrogène vert pour l'Europe ?

Les accords de libre-échange - et la création d'une économie mondiale de l'hydrogène - suggèrent que la poursuite de la ruée vers l'hydrogène vert concerne autant les objectifs climatiques de l'UE que la sécurisation de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités pour les entreprises européennes à l'étranger. Pour l'industrie de l'hydrogène (c'est-à-dire l'industrie du gaz), mettre en œuvre le plan

REPowerEU signifie établir des partenariats énergétiques dans le monde entier afin que les entreprises européennes puissent vendre leurs technologies et avoir accès aux matières premières, y compris l'énergie - ou du moins c'est ainsi que le présente Hydrogen Europe, le principal groupe de pression de l'industrie à Bruxelles²³.

L'hydrogène est déjà au cœur du partenariat Afrique-UE pour l'énergie²⁴ (et du récent sommet UE-Union africaine en 2022), et un partenariat méditerranéen pour l'hydrogène vert est en train d'être mis en place avec les pays du sud de la Méditerranée. Il devrait permettre d'échanger 6 à 8 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2030²⁵. En apparence, le partenariat parle de production et de consommation locales,

ainsi que de commerce dans la région, mais si l'on décortique la rhétorique, on constate que le commerce est nettement unilatéral, de la périphérie vers le centre.

Le battage médiatique autour de l'hydrogène promu par le vice-président Timmermans et l'industrie européenne vise davantage à renforcer la position de l'UE sur la scène mondiale et à justifier les importations au lieu d'offrir une voie vers un développement durable réel. L'industrie pétrolière et gazière en a également profité pour verrouiller la poursuite du développement des combustibles fossiles par le biais de l'hydrogène bleu, y compris en Afrique du Nord.

Conclusion

L'hydrogène - vert ou bleu - ne remplacera pas le gaz russe, comme l'envisage la stratégie REPowerEU, et l'importation de la moitié des besoins de l'Europe n'a aucun sens, que ce soit du point de vue économique ou énergétique. L'étude de Barnard mentionnée ci-dessus montre que l'hydrogène vert est cher à produire au Maroc, en Algérie et en Égypte; encore plus cher à transporter et que, s'il était utilisé comme moyen de stockage de l'électricité, il ne fournirait que 37 % de l'énergie renouvelable initiale utilisée pour le produire²⁶. Il représente également un accaparement monumental par l'UE de ressources énergétiques propres, alors que cette électricité pourrait répondre aux besoins de développement et aux objectifs climatiques locaux en Afrique du Nord.

L'UE propose également de subventionner la consommation européenne d'hydrogène par des fonds publics, à un moment où le continent est en pleine crise du coût de la vie et où les factures énergétiques explosent. Il serait plus judicieux de

consacrer cet argent à un programme massif d'isolation des habitations, qui serait nettement plus efficace pour réduire les factures tout en luttant contre la pauvreté énergétique des ménages au sein de l'UE.

Il est très inquiétant de constater que la volonté de l'UE de promouvoir l'hydrogène permet déjà la mise en place de nouveaux projets de combustibles fossiles en Afrique du Nord, qui compromettent les objectifs climatiques locaux et européens et empêchent une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles.

Plutôt que de perpétuer son modèle énergétique néocolonial fondé sur l'exploitation des pays du Sud, l'UE devrait immédiatement réviser sa stratégie REPowerEU, abandonner ses objectifs irréalistes en matière d'importation et de production d'hydrogène et augmenter considérablement les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables afin de réduire la dépendance globale au gaz.

Notes et Références bibliographiques

- 1 European Commission (2022). REPowerEU: A plan to rapidly reduce dependence on Russian fossil fuels and fast forward the green transition. Available at: <https://ec.europa.eu/commission/>
- 2 Leigh Collins (2022). 'Europe is never going to be capable of producing its own hydrogen in sufficient quantities': EU climate chief. Available at: <https://www.rechargenews.com>
- 3 European Commission (2022). Leak: EU external energy engagement in a changing world. Available at: <https://bit.ly/3yQFBnx>
- 4 Michael Barnard (2022). Assessing EU plans to import hydrogen from North Africa - The cases of Morocco, Algeria and Egypt. Corporate Europe Observatory and Transnational Institute. Available at: <https://www.tni.org/>
- 5 Ibid.
- 6 Joshua Castigliero and Tanya Stasio (2021). Applied Economic Clinic. Available at: <https://aeclinic.org/>
- 7 IRENA (2022), Global hydrogen trade to meet the 1.5°C climate goal: Part II - Technology review of hydrogen carriers, International Renewable Energy Agency, Abu Dhabi.
- 8 Nibal Zgheib (2022). EBRD assesses low-carbon hydrogen in Egypt: <https://www.ebrd.com/>
- 9 Corporate Europe Observatory (2020). The hydrogen hype: Gas industry fairy tale or climate horror story? Available at: <https://corporateeurope.org/en/hydrogen-hype>
- 10 Fossil Free Politics and the European Network of Corporate Observatories (2021). Hijacking the Recovery Through Hydrogen - How fossil fuel lobbying is siphoning Covid recovery funds. Available at: <https://corporateeurope.org/en>
- 11 Robert W. Howarth and Mark Z. Jacobson (2021). How green is blue hydrogen? Energy Science & Engineering, Volume9, Issue10, Pages 1676-1687.
- 12 Robert W. Howarth (2014). A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas. Energy Science & Engineering, Volume2, Issue2, Pages 47-60.
- 13 Corporate Europe Observatory (2020). The hydrogen hype: Gas industry fairy tale or climate horror story? Available at: <https://corporateeurope.org/en/hydrogen-hype>
- 14 Ibid and Fossil Free Politics and the European Network of Corporate Observatories (2021).
- 15 European Commission (2022). REPowerEU: A plan to rapidly reduce dependence on Russian fossil fuels and fast forward the green transition and European Commission (2022). Joint Communication to the European Parliament, The council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions - REPowerEU Plan. Available at: <https://ec.europa.eu/commission/>
- 16 Hamza Hamouchene (2019). Extractivisme et Résistance en Afrique du Nord. Transnational Institute : www.tni.org
- 17 European Commission (2022). Leak: EU external energy engagement in a changing world. Available at: <https://bit.ly/3yQFBnx>
- 18 The H2Global Foundation. The H2Global Mechanism: <https://www.h2-global.de/project/h2g-mechanism>
- 19 Fatma Ahmed (2021). Agreement with Belgian DEME for Studies of Green Hydrogen Production. Egypt Oil & Gas: <https://egyptoil-gas.com/>
- 20 Hamza Hamouchene (2021). Maghreb. Transition énergétique juste ou « colonialisme vert » ? Orient XXI. Voir aussi : Hamza Hamouchene (2015). Desertec : accaparement des sources d'énergie renouvelable ? <https://www.cadtm.org/>
- 21 European Commission (2022). Joint Communication to the European Parliament, The council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions - EU external energy engagement in a changing world.
- 22 Grain (2017). Les habits neufs du colonialisme : les accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique. Disponible sur <https://grain.org/>. Voir aussi : Pia Eberhardt, Cecilia Olivet (2020). Une Insidieuse Expansion - Le traité d'investissement le plus perfide au monde est-il en train de prendre les pays du sud en otage ? Transnational Institute.
- 23 Hydrogen Europe (2022). Hydrogen Europe Position Paper Delivering REPowerEU through a strong European hydrogen industry: <https://hydrogeneurope.eu/>
- 24 Swetha RaviKumar Bhagwat Maria Olczak (2020). Africa-EU Energy Partnership (2020). Green Hydrogen: Bridging the Energy Transition in Africa and Europe. Florence School of Regulation (FSR).
- 25 European Commission (2022). Leak: EU external energy engagement in a changing world. Available at: <https://bit.ly/3yQFBnx>
- 26 Michael Barnard (2022). Assessing EU plans to import hydrogen from North Africa - The cases of Morocco, Algeria and Egypt. Corporate Europe Observatory and Transnational Institute. Available at: <https://www.tni.org/>



Corporate Europe Observatory (CEO) est un groupe de recherche et de campagne qui s'efforce d'exposer et de contester l'accès privilégié et l'influence dont jouissent les entreprises et leurs groupes de pression dans l'élaboration des politiques européennes.

www.corporateeurope.org



Le Transnational Institute (TNI) est un institut de recherche et de plaidoyer international engagé pour la construction d'une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI est un espace de connexion entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

www.TNI.org